



Conseil économique et social

Distr. générale
11 novembre 2024

Original : français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire 2025

New York, 20-24, 29-31 janvier, et 11 février 2025

Rapports quadriennaux pour la période 2020-2023 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Entraide Et Action Sans Frontière	3
2. Environmental Development Action in the Third World	4
3. Femmes Solidaires	5
4. FESTHES « Festival Pour la Santé »	7
5. Fitilla	9
6. Fondation Ngangambi	11
7. Fondation Ostad Elahi – Éthique et Solidarité Humaine	13
8. Health and Environment Program (HEP)	14
9. Initiative d'opposition contre les discours extrémistes	16
10. Institut Jules-Destrée	17
11. Jeunesse Horizon	19
12. Juristes pour l'enfance	20

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



13. Kobia	22
14. La Manif Pour Tous	25
15. Le Conseil des Jeunes Congolais de l'Étranger (CJCE)	26

1. Entraide Et Action Sans Frontière

Statut consultatif spécial : 2020

Introduction

L'an deux mille vingt-quatre et les seize mais, le bureau de l'Entraide et Action Sans Frontière s'est retrouvé au siège de notre organisation à Bassar dans le but de finaliser le rapport quadriennal 2020-2023.

La séance a commencé à 10 h 00 heure locale et a pris fin à 14 h 20.

Étaient présent le président de notre organisation, le vice-président, le secrétaire général et les autres membres du bureau d'administration.

Objectifs

L'association œuvre dans le domaine des Droits de l'Homme, notamment, de l'enfance défavorisée, de l'émancipation de la jeune femme, l'éducation et de la réinsertion sociale des jeunes en difficultés. Elle contribue au bien être socio-économique et culturel des populations à la base en vue d'un développement humain durable, harmonieux, participatif et intégral.

Changements à signaler

Après l'annonce de l'octroi du statut Spécial par l'ECOSOC de l'ONU, plusieurs sympathisants ont adhéré à notre association et travaillant activement avec nous pour un lendemain meilleur.

Contribution à des activités des Nations Unies

Notre Association organise des rencontres de causeries et débats au cours de certains journées internationales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En raison des difficultés d'obtention des visas, la présence physique des membres de notre association est difficile, néanmoins Notre Association s'est fait représenter à la réunion de L'ECOSOC de L'ONU sur la condition des femmes en 2023 par un de son membre GBARK PAKINDAMNE au Siège de L'ONU à New-York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous travaillons en collaboration avec nos anciens partenaires et suivons de près les activités de L'ECOSOC. Nous lisons notamment et mettons en applications les rapports des réunions et mettons en applications les recommandations.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Pour contribuer à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, notre organisation travaille avec des femmes et des jeunes filles en leur formant aux activités génératrices de revenus. Notre organisation a fait des dons des fournitures scolaire, des kits alimentaires et des produits de premières nécessités pour assister des populations sinistrées des catastrophes naturelles, et pour soulager les familles qui sont touchées par la pandémie de COVID-19.

2. Environmental Development Action in the Third World

Statut consultatif général : 1996

Introduction

ENDA Tiers Monde est une organisation internationale non gouvernementale à caractère associatif et sans but lucratif dont le Siège est au Sénégal depuis 1978. Enda t-m est établi dans plusieurs continents en Amérique Latine, Asie, Afrique de l'Est, Océan Indien, Afrique du Nord. Mais c'est au Sénégal et en Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina-Faso...) qu'une part des actions significatives se déroulent au bénéfice des populations les plus vulnérables.

Les 19 entités membres du réseau sont établis dans 11 pays et mènent des actions dans 40 pays tout en intervenant aux échelles sous-régionales, régionale et internationale.

Objectifs

ENDA TM vise un monde solidaire et en paix, respectueux du devenir de la Planète, des droits et de la dignité humaine, de la justice sociale et de la diversité culturelle, où les différentes ressources sont réparties équitablement et gérées dans l'intérêt des générations actuelles et futures.

La mission d'ENDA TM s'articule autour de la promotion d'une société juste et équitable, plurielle et inclusive, par le changement culturel, environnemental, politique, économique et social. ENDA œuvre en faveur du développement et combat les différentes formes d'exclusion et de pauvreté, ainsi que les mécanismes qui les génèrent ; la promotion de l'autonomie, le protagonisme des communautés et mouvements sociaux ; la participation significative et qualifiée aux processus socio-économiques et à la détermination des politiques publiques ; la promotion du respect des droits humains, du pluralisme, de la diversité culturelle et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Changements à signaler

Tous les organes du réseau ENDA-TM ont été renouvelés en 2023 au niveau du Conseil d'Administration, du bureau exécutif et du Secrétariat exécutif. Le Plan Stratégique Commun du Réseau a été actualisé en 2023.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Contribution d'Enda à toutes les COP, notamment la CCNUCC, la CCD, la Biodiversité, Habitat pour présenter les préoccupations des communautés à la base. Les papiers de position sont coconstruits avec les citoyens pour porter leur voix au niveau international.
- Organisation des campagnes majeures « Act4SDG » portées par la société civile en 2021, 2022, 2023 aux échelles nationales et participation aux sommets des NU pour les revues de mi-parcours des ODD.
- Partenariats noués avec les institutions dans nos pays d'intervention, avec les réseaux nationaux et internationaux (OIDP, TAP Network, CAN, RCD, Energia, etc.), au niveau local (organisations communautaires de base, organisations des collectivités locales et territoriales, etc.) avec les agences onusiennes (FNUAP, UNCDF, ONU Femmes, PNUD, PNUE, etc.).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Diffusion des notes de position par Enda Energie aux différentes Conférences des Parties (COP)
- Organisation de plusieurs side-events lors des différentes COP : changement climatique (enda Energie), désertification (enda Pronat), biodiversité (enda Lead), et Habitat (enda Ecopop).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

À travers le projet de « Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans la mise en œuvre d'un agenda 2030 transformateur », Enda t-m a initié plusieurs actions :

1. ENDA-Madagascar : « Élaboration d'un Pacte Local d'Engagement pour le Développement Durable avec un Plan d'Action dans la Commune Urbaine de Mahanoro et la Commune Rurale de Betsizaraina ».
2. Élaboration de plus 100 pactes sociaux par toutes les entités sur un engagement communautaire et volontaire pour mener des actions transformatrices à la base identifiées par les communautés elles-mêmes.
3. ENDA Vietnam : « Éradication des déchets plastiques dans l'océan - Une solution locale aux problèmes mondiaux ». Avec le consulat des États-Unis à Hô Chi Minh City
4. Enda Energie : Appui technique du PNUD au Sénégal pour l'élaboration d'une stratégie de long terme de décarbonation et de résilience.
5. Les contributions techniques d'Enda Ecopop comme organisation de la société civile membre de la plateforme de suivi des performances de l'ODD 16 mis en place par le PNUD.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Mise en œuvre du projet « Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du Sud dans la mise en œuvre d'un agenda 2030 transformateur » financé par l'Union Européenne.

3. Femmes Solidaires

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Femmes solidaires est une association féministe, laïque ; un mouvement d'éducation populaire, universaliste et abolitionniste, composé de 190 comités en France.

Femmes solidaires est membre du Lobby Européen des Femmes (LEF) via sa branche française et est affiliée au Comité Interafricain.

Objectifs

Femmes solidaires agit pour faire respecter les droits fondamentaux des femmes en France et dans le monde. Elle lutte contre toutes les violences faites aux femmes : intrafamiliales, sexuelles (viols, dont viols utilisés comme armes de guerre,

agressions sexuelles, prostitution), psychologiques, physiques, verbales et numériques. Femmes solidaires accompagne des femmes et des filles victimes de ces violences, mène des campagnes de sensibilisation pour le grand public, intervient en milieu scolaire, professionnel, et crée des outils pédagogiques. Femmes solidaires est pionnière dans la création d'outils de lutte contre les cyberviolences. Femmes solidaires a soutenu : une campagne de femmes djiboutiennes victimes de viols par l'armée djiboutienne ; les demandes de justice pour trois féministes kurdes assassinées à Paris en 2013. Femmes solidaires soutient le droit des femmes à disposer de leur corps : accès aux droits sexuels et reproductifs [l'interruption volontaire de la grossesse (IVG), contraception, procréation médicalement assistée (PMA)] et pratique du sport. Femmes solidaires lutte contre les représentations sexistes, dans la publicité, les médias, en lien avec les institutions. Femmes solidaires lutte contre l'excision : programme de marrainage en Éthiopie en partenariat étroit avec une association locale depuis 2008. Depuis, un internat permet aux jeunes filles Afar de poursuivre leur scolarité dans le secondaire et l'enseignement supérieur tout en mettant en place des ateliers d'autonomisation économique de leurs mères.

Changements à signaler

La Présidente de Femmes solidaires, Sabine Salmon a été membre de la commission « lutte contre les stéréotypes » du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes de 2019 à 2021.

Gwendoline Lefebvre, membre de la Direction nationale de Femmes solidaires, a été présidente du Lobby Européen des Femmes de juin 2018 à juin 2021, puis membre du conseil d'administration en 2021-2023.

L'épidémie de COVID a déplacé une partie des activités en ligne.

Contribution à des activités des Nations Unies

Participation annuelle aux travaux de la Commission de la condition de la femme (CSW) : déclarations écrites et orales (CSW 64, 65, 66 et 67), organisation d'événements parallèles et contributions à des événements officiels et parallèles.

Contribution via un rapport pour Pékin+25

Participation :

Au Forum Génération Égalité

A la coalition d'action sur la violence fondée sur le genre avec le LEF et la CLEF

Contribution via un rapport alternatif en 2021 dans le cadre de l'examen de la France par la CEDEF

Soutien à la ratification par la France de la convention 190 de l'OIT contre les violences et le harcèlement au travail

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Délégation aux sessions de la CSW : participation à distance à la CSW 65, CSW 66 ; en présentiel à la CSW 67

Préparation du Forum Égalité : participation à distance à la réunion de mars 2021 à Mexico et en présentiel à la réunion de juin-juillet 2021 à Paris

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Travail avec ONU Femmes France ; échanges avec les équipes de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

- ODD 1 : Lutte contre la pauvreté : Actions conjointes avec le Secours Populaire Français contre la pauvreté des femmes.
- ODD 3 : Bonne santé et bien-être : Défense du droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), contraception, accès à la santé pour toutes les femmes, accès au sport.
- ODD 4 : Éducation de qualité : Interventions dans les écoles en France, création avec une autre association d'un internat en zone Afar éthiopienne pour permettre la poursuite de la scolarisation des filles au secondaire. Femmes solidaires est engagée pour l'éducation populaire.
- ODD 5 : Égalité femmes-hommes : sensibilisation du public, des professionnels et des scolaires, plaidoyer international et national, actions pour améliorer l'arsenal législatif français et l'égalité professionnelle.
- ODD 10 : Réduction des inégalités : Lutte contre l'isolement des personnes, organisation de rencontres et d'échanges informels. Femmes solidaires s'engage pour les droits des personnes LGBT, lutte contre le racisme et l'antisémitisme.
- ODD 13 : Lutte contre le changement climatique : sensibilisation de nos militantes.
- ODD 16 : Paix, Justice, Institutions fortes : participation au Mouvement pour la paix et à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN)

4. FESTHES « Festival Pour la Santé »

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

Le Festival de Théâtre pour la Santé/Groupe de Réflexion des Amis pour le Développement de l'Humain (FESTHES/GRADH) a poursuivi ses activités entre 2020-2023 en dépit de la situation sanitaire difficile que traverse le monde entier due au Covid-19.

Objectifs

En effet, le FESTHES/GRADH est une association apolitique créée au Togo en août 2004 et qui a pour objet la promotion de la culture, la santé et l'éducation au Togo et dans la sous-région. Le FESTHES est officiellement enregistré au ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales sous le récépissé n°0537/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA et reconnu comme ONG sous le n°0758/MPDAT du 07 Novembre 2014 par le Ministère du Plan et du Développement. Le FESTHES/GRADH collabore avec une soixantaine d'associations culturelles du Togo et du monde entier. Les actions du GRADH couvrent tout le territoire togolais et s'étendent dans plusieurs des pays participants au Festival de Théâtre pour l'Éducation et la Santé (FESTHES). Le siège du GRADH se trouve à Atakpamé au Togo mais la structure dispose d'une annexe à Lomé.

Changements à signaler

Renouvellement du bureau de l'organisation

Activité de l'annexe de l'organisation à Lomé

L'organisation ne fait plus partie du comité directeur de MEA

Contribution à des activités des Nations Unies

Participation à certaines activités en ligne

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Participation aux réunions en ligne

Apport à certains documents

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

COP

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Projet 1 : Célébration des 16 jours d'activisme de lutte contre les VBG

– Année 2020

– Objectifs du projet : Contribuer à la lutte les Violences Basées sur le Genre (VBG)

– Groupes cibles du projet : Population de la région Maritime

– Partenaire financier : MenEngage Africa

– Cout du projet : 1 500 000 f CFA

– Activités : Rencontres avec les autorités traditionnelles, religieuses et administratives, création de sketches, diffusion de sketches sur les radio et réseaux sociaux

– Région de mise en œuvre : Maritime

Projet 2 : Sensibilisation de la population togolaise (région maritime et plateaux) sur l'adoption des gestes

– Année 2021

– Objectifs du projet : Le projet a pour objectif de contribuer à la lutte contre la Covid-19

– Groupes cibles du projet : Population des aires de couvertures des radios retenues (RVA à Agou, Grace à Lomé, Itiéssi d'Amalmé, RVP de Danyi, Dadjin FM de Tado)

– Partenaire financier : Africa Culture Fund (ACF)

– Cout du projet : 1 105 765 f CFA

– Activités : création de sketches, diffusion de sketches sur les radio et réseaux sociaux

– Région de mise en œuvre : Maritime et Plateaux

Projet 3 : Lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)

- Objectifs du projet : Le projet a pour objectif de contribuer à la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)
- Groupe cible : Population de la région maritime
- Région de mise en œuvre : Régions maritime et Plateaux
- Année : 2021 (Novembre – Décembre)
- Montant : 200 000 f CFA
- Partenaire financier : MenEngage Togo

Projet 4 : formation des femmes leaders sur la gestion durable des ressources naturelles et la gestion des terres

- Objectifs du projet : Le projet a pour objectif de contribuer à la résilience des femmes des groupements face aux effets du changement climatique
- Groupes cibles du projet : 06 Coopérative agricoles
- Localisation précise du projet : Région Maritime et Plateaux
- Durée du projet (mois ou en ans) : Novembre -Décembre 2021)
- Principaux acteurs (partenaires) : WEP – Togo/Projet PISCCA

Projet 5 : Projet d'Appui et de Réponse aux Urgences sanitaire de la Covid-19 au Togo

- Objectifs du projet : Le projet a pour objectif de contribuer à la résilience des populations face aux urgences sanitaires
- Groupes cibles du projet : Population des préfectures des régions des Plateaux et Savanes
- Localisation précise du projet : Région des Savanes et Plateaux
- Durée du projet (mois ou en ans) : 2022
- Principaux acteurs (partenaires) : BID, ministère de la Santé, Croix-Rouge Togolaise

Projet 6 : Campagne sur la masculinité positive

- Groupes cibles du projet : Population togolaise
- Localisation précise du projet : tout le pays
- Durée du projet (mois ou en ans) : 2021
- Principaux acteurs (partenaires) : IAMANEH, MenEngage Africa

5. Fitilla

Statut consultatif spécial : 2020

Introduction

Notre mission est d'amener la communauté à assurer l'éducation du tout petit et ceux ayant l'âge de fréquenté l'école, pour qu'ils puissent aller à l'école et savoir qu'une bonne préservation de l'environnement est synonyme de bonne santé

Objectifs

Le but de Fitilla est d'avoir une communauté réunie pour une stabilisation et l'instauration de la paix et la non-violence dans le pays. Permettre à chaque femme, quel que soit son statut social et familial, de prendre progressivement toute la place qu'elle est capable de prendre, favorisant ainsi son développement personnel, celui de sa famille et de toute sa communauté. Chacun sait le rôle des Femmes dans le développement de la vie. Les Femmes sont actives dans tous les secteurs de développement, et l'action de Promotion Féminine est largement connectée avec toutes les autres activités du Projet de Promotion Humaine. Contribuer à l'accès accru des femmes et des filles à la justice dans les communes urbaines de Gao. Contribuer au développement de la communauté.

Changements à signaler

Depuis les 4 dernières années nous n'avons eu aucun changement majeur, sauf une présence régulière de nos membres à Genève.

Contribution à des activités des Nations Unies

Nous avons effectué plusieurs interventions orales lors des différentes sessions du Conseil des Droits de l'Homme.

Nous avons Co-signé plusieurs interventions écrites lors des différentes sessions du conseil des Droits de l'Homme.

Nos contributions vont vers plusieurs thématiques :

1. Le développement social,
2. la promotion des conditions de la femme et des jeunes filles,
3. Le développement de la communauté

1. Atelier de formation sur la prévention et la gestion non violente des conflits communautaires
2. Appui aux associations des femmes et filles victimes de violence conjugale et sexuelles.
3. Installation de trois moulins à travers la commune urbaine de Gao

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous avons participé aux sessions du conseil des Droits de l'Homme depuis 2022, avec au moins 3 représentants.

Nous avons participé aux sessions du Conseil des Droits de l'Homme depuis Mars 2022,

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous collaborons avec le Conseil des Droits de l'Homme depuis 49^{ème} session.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Objectif 1. L'organisation a mis en œuvre des programmes d'alimentation dans divers pays pour plus d'un million de personnes par jour. Il a ouvert des centres où les gens peuvent recevoir un repas chaud ou de la nourriture pour leur famille et a proposé des

programmes éducatifs pour que les gens apprennent à préparer des repas avec un budget défini.

Objectif 2. L'organisation a dispensé un enseignement primaire et secondaire aux élèves.

Objectif 3. Les programmes de l'organisation impliquent les femmes dans tous les aspects de leur vie, leur enseignant des compétences et leur offrant la possibilité de subvenir à leurs besoins grâce à des opportunités financières qui les rendent moins vulnérables en temps de crise.

Objectif 4. Des services ont été rendus aux personnes pour réduire le risque de décès d'enfants. Les services étaient souvent fournis par des cliniques mobiles et des postes de santé communautaires. L'éducation, la nutrition et le développement communautaire font partie du processus.

Objectif 5. L'organisation a engagé des femmes dans les cliniques. De nombreux services étaient fournis dans ses maternités.

Objectif 6. Les programmes de santé internationaux de l'organisation sont proposés dans tout le pays et ses programmes de lutte contre le sida ont bénéficié aux habitants.

Objectif 7. L'organisation dispose de personnes pour construire des maisons. Cela a également contribué à créer une champignonnière appartenant au village qui produit une récolte utilisable et vendable.

Objectif 8. Transforme la vie des producteurs pauvres dans les pays en développement en leur permettant d'utiliser leurs compétences et leurs ressources pour créer des moyens de subsistance durables pour eux et leurs communautés. Le projet vise à lutter contre les injustices dans les structures et pratiques commerciales qui peuvent conduire à l'exploitation et à la marginalisation des pauvres.

6. Fondation Ngangambi

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

La fondation Ngangambi est une organisation à but sans lucratif. Depuis 2010 l'organisme travail dans le domaine de la justice et de la défense de droits des personnes dans les besoins, notamment les autochtones, les personnes âgées et les personnes vivant avec handicap physique. L'organisme poursuit sa mission qui consiste à mettre en place des projets visant à soutenir les personnes vulnérables citées ci-haut. L'organisme mène ses activités en République Démocratique du Congo plus précisément dans la province du Kongo Central.

Objectifs

L'organisme a pour mission de venir en aide aux personnes dans le besoin notamment les personnes autochtones, les personnes vivant avec handicap et les personnes âgées. Par des projets de sensibilisation, de promotion. C'est depuis 2016 que l'Organisme met en place des projets visant à améliorer les conditions de vie de ces personnes et la défense de leurs droits.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

1. L'ONG continue son projet des tournois de football pour les personnes vivant avec handicap physique et les jeunes dans le but de faire passer un message de paix et encourager les handicapés à pratiquer du sport pour la bonne santé.
2. L'ONG distribue chaque année des ballons de football aux autochtones dans les villages et aux enfants orphelins.
3. L'ONG finance un projet de construction d'un Centre de formation de couture pour des filles entre 18 et 25 ans déscolarisées par manque des moyens financiers, le but est de les aider à apprendre un métier pour leur avenir. Le projet est en arrêt pour faute des moyens financiers.
4. L'ONG a construit une pharmacie dans le but de donner gratuitement des médicaments à des personnes en situation précaire qui n'ont pas d'assurance maladie privée ni les moyens financiers pour accéder à des soins de santé. Parmi ces personnes se trouve un nombre croissant des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants.
5. L'ONG a procédé à la remise des fournitures scolaires dans 3 villages du secteur de la mer à Muanda, dans la province du Kongo central.
6. L'ONG a mis en place une équipe de football des personnes handicapées physiques pour participer à des compétitions au niveau local, national et international.
7. L'ONG a initié un projet de plantation des arbres pour sauver la planète
8. L'ONG a distribué plusieurs masques non médicaux dans plusieurs villages du secteur de la mer dans le territoire de Muanda durant la période de la pandémie de la Covid19 et a sensibilisé la population sur les gestes et des mesures à prendre.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à plusieurs réunions des Nations Unies.

- 19th session of the UN Permanent forum on indigenous issues (UNPFIII9).
13 April 2020 to 24 April 2020 at United Nations Headquarters in New York.
Annulé
- 19th session of the committee of experts on public administration (CEPA)
30 March 2020 to 03 April 2020 at United Nations Headquarters in New York.
Annulé
- Sixty-fourth session of the committee on the status of women (CSW64)
09 March 2020- to 20 March 2020 at United Nations Headquarters in New York.
Annulé
- 15-16 juin 2020 : Observateur au Sommet des leaders organisé virtuellement par United Nations Global compact.
- 16-18 novembre 2020 : Observateur au forum virtuel des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme.
- 21st session of the committee of experts on public administration virtually at United Nations Headquarters in New York from 04 April 2022 to 08 April 2022.
- World investment forum 2023, Abu Dhabi from 16 October 2023 to 20 October 2023.
- 12^e forum des Nations sur les entreprises et les droits de l'homme au Palais des Nations à Genève, du 27 au 29 novembre 2023.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Notre organisation n'a pas pu nouer des contacts directs avec certaines agences et organes de l'ONU pour une coopération. Des contacts ont été pris lors des conférences des Nations Unies et des projets de collaborations sont en cours d'élaboration pour un meilleur partenariat. Un projet sur un court métrage sera introduit à l'Unesco et un autre projet à l'Unicef sur les activités sportives.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

La fondation observe chaque année la Journée des Nations Unies, la Journée mondiale de l'environnement, la Journée internationale des femmes.

7. Fondation Ostad Elahi – Éthique et Solidarité Humaine

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

La Fondation Ostad Elahi – éthique et solidarité humaine, reconnue d'utilité publique en 2000 par l'État français, est basée à Paris. S'inspirant de la conception de l'éthique d'Ostad Elahi (1895-1974), la vocation de la Fondation est de favoriser un rapprochement réel entre les hommes en s'attachant au développement de ce qui constitue la racine de toute solidarité : le sentiment éthique présent en tout homme.

Sa couverture géographique est essentiellement la France et les pays francophones.

Site internet : www.fondationostadelahi.fr

Objectifs

Les moyens d'action de l'organisation sont : colloques, séminaires, groupes de réflexion, projets de recherche universitaires, modules d'enseignement supérieur, publications, télévision par internet, etc. Elle crée ainsi des espaces de réflexion et d'échanges permettant, dans une approche à la fois laïque et interculturelle, de réinvestir les questions éthiques et spirituelles qui sont au fondement de toute société.

Changements à signaler

Changements intervenus dans le conseil d'administration :

- décembre 2020, M. Ebby Elahi, médecin et professeur d'ophtalmologie, otorhinolaryngologie et santé publique à l'Icahn School of Medicine at Mount Sinai à New York, a été nommé Président à la place du Président fondateur, M. Bahram Elahi
- M^{me} Fany Elahi, Neurologue et chercheur en neurosciences à l'Icahn School of Medicine at Mount Sinai à New York, a été nommée administratrice à la place de M^{me} Minou Tavakoli-Sabour ép. Elahi.
- juin 2021, à la suite du décès de M^{me} Marion Sarraut, M^{me} Leili Anvar, Maître de conférences à l'Inalco, a été nommée administratrice.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue au développement de la tolérance et de la solidarité interculturelle : organisation de colloques (mis en ligne sur le site

www.fondationostadelahi.tv et publiés aux éditions de l'Harmattan), sous le patronage de l'Académie des sciences morales et politiques

- septembre 2020 : annulation du colloque prévu en raison de la pandémie
- 25 septembre 2021, Paris, Institut de France : « La fin de la souffrance ? »
- 24 septembre 2022, Paris, Institut de France, « Regards croisés sur la musique d'Ostad Elahi »

L'organisation promeut et développe l'enseignement et la recherche en éthique

- Développement de modules d'enseignement de l'éthique pour des universités et grandes écoles : Université Paris Cité, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Faculté de droit de l'université de Fribourg (Suisse), Institut Mines Télécom-Business School, Université Paris-Dauphine
- 2022 : sixième édition des Trophées de l'enseignement et de la recherche en éthique, sous le Haut patronage du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation www.tropheesdelethique.fr
- Développement de la télévision sur internet autour de la pratique de l'éthique : www.fondationostadelahi.tv : interviews de personnalités et captations de colloques de recherche
- publication de 3 ouvrages en éthique

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation contribue aux travaux du Conseil économique et social des Nations-Unies

- Examen ministériel annuel 2021 : déclaration écrite validée sous la référence E/2021/NGO/159
- Examen ministériel annuel 2022 : déclaration écrite validée sous la référence E/2022/NGO/20

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucun

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

La vocation et tout le travail de la Fondation autour de l'éthique contribuent à favoriser les objectifs du millénaire pour le développement.

8. Health and Environment Program (HEP)

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

La Health and Environment Program a été fondée en 1997 pour l'information, l'éducation en matière de santé et d'environnement des populations au Cameroun et dans le reste du monde. L'organisation participe aux réunions des Nations Unies et des sous organisations des Nations Unies à l'instar du Conseil des droits de l'homme (CDH), de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de l'Union internationale des Télécommunications, y organise des événements parallèles, des stands et participe comme oratrice de haut niveau.

Objectifs

Health and Environment Program (HEP) a pour but d'éveiller et impliquer toutes les couches de la population aux programmes de développement et aux objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de l'Agenda 2030 du développement durable. Ses objectifs sont l'éducation à travers des conférences, séminaires et le renforcement des capacités des populations ; l'élaboration, la gestion et le suivi des projets autour des thèmes socio-économiques ; le transfert des connaissances des membres par la formation ; la vulgarisation des résultats de recherche et la diffusion de l'information technique par les mass média et une politique de proximité ; l'étude et l'évaluation des systèmes de production et d'échanges actuels sur l'environnement ; l'encadrement et la vulgarisation de la production scientifique et technique dans le domaine de l'environnement ; la prévention des pénuries par la transformation, le séchage, le conditionnement et le stockage des denrées alimentaires et la constitution d'une banque de données sur l'évolution socio-économique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Notre organisation a contribué à sept activités principales à savoir :

1. notre participation orale et physique aux dialogues interactifs, déclarations générales et à l'examen des documents finaux de l'évaluation périodique universel sur la situation des droits de l'homme notamment au Cameroun, en Espagne, Kuweit, Pakistan, Jammu et Cachemire, et Myanmar ;
2. notre engagement sur les droits de l'enfant dans le but de réaliser les droits de l'enfant grâce à un environnement sain en tant que préoccupation relative aux droits de l'enfant : appel à l'action ;
3. Nous avons attiré l'attention du Conseil et de la communauté internationale sur les droits fondamentaux des femmes en rapport avec le COVID-19 à travers des exposés et des panels devant le Conseil des droits de l'homme ;
4. Nous avons souligné les atteintes au droit des médias, au droit de l'information et aux droits de la propriété intellectuelle et avons souligné que la promotion et la protection des droits de l'homme ne sera efficace qu'en préservant un espace de sociabilité en ligne respectueux de tous les internautes ;
5. notre engagement sur le droit qu'à toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible ;
6. la promotion de la non-discrimination à l'égard des femmes et des filles ;
7. Nous attirons l'attention de la communauté internationale avec des exposés complets devant le Conseil des droits de l'homme en soulignant l'absence des réformes politiques dans les pays où les violations incessantes des droits de l'homme ne cessent d'augmenter notamment en République démocratique du Congo et en Afghanistan.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous avons participé à la 44^{ème} session du Conseil des droits de l'homme CDH de l'ONU sous l'égide du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) aux Nations Unies ; pour la question de la violence contre les

enfants à des effets sur la santé mentale comme l'a relevé la Représentante spéciale, sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, et sur l'application de la résolution 40/14 du CDH, ses procédures spéciales, l'Examen périodique Universel ainsi que les organes conventionnels. Nous avons souligné la nécessité d'une réglementation juridique encadrant l'information et la communication en vue de protéger l'ordre social, économique, et numérique Ceci passe par la garantie d'une protection des données à caractère personnel et de la vie privée, en plein accord avec la jurisprudence dans plusieurs matières en relation avec le numérique. Nous avons également assisté à la 45^{ème} session, 47^{ème}, 48^{ème}, 49^{ème}, 50^{ème}, 51^{ème}, 52^{ème}, 53^{ème}, 54^{ème} et 56^{ème} session du CDH et avons fait des déclarations et des événements parallèles sur la situation des droits de l'homme au Yémen, au Pakistan, et au droit au développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous collaborons avec l'Assemblée générale, la CNUCED, l'OMPI, l'OMC dans divers forums et réunions auxquelles nous participons à savoir le forum public.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Projets de développement au Cameroun

9. Initiative d'opposition contre les discours extrémistes

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

INITIATIVE D'OPPOSITION CONTRE LE discours EXTREMISTE EST UNE ORGANISATION DE PROMOTION ET DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LE DISCOURS EXTREMISTE

Objectifs

LUTTE CONTRE LE DISCOURS EXTREMISTE

Changements à signaler

Pas de changements

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a contribué avec des rapports aux différents comités des Nations Unies

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

A PARTICIPER DANS LE CADRE D'UNE COALITIONS D'ONGS NATIONALES PAR UN RAPPORT À LA 37^{ème} SESSION DE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSELLE EN SA SESSION DU 02 AU 13 NOVEMBRE 2020 A GENEVE

L'ASSOCIATION A PARTICIPER PAR UN RAPPORT À LA 69^{ème} SESSION DU COMITE DES DROITS ECONOMIQUES SOCIAUX CULTURELLES CDESC TENU DU 18 AU 22 OCTOBRE 2021 A GENEVE

L'ASSOCIATION PAR UN RAPPORT À LA 84^{ème} SESSION DU COMITE POUR L'ELEMINATION DE LA DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES CEDAW EN DATE DU 06 AU 24 FEVRIER 2023 A GENEVE

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ASSOCIATION COPERE AVEC LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES A GENEVE

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

L'ASSOCIATION A FAIS BEAUCOUP DE REALISATION CONCERNANT L'ODD 4 POUR L'éducatons

10. Institut Jules-Destrée

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

L'Institut Destrée est un think-and-do tank européen localisé en Wallonie, Belgique. Centre de recherche non gouvernemental, laboratoire pluraliste et indépendant, il inscrit sa démarche dans la pensée créatrice. Il contribue à activer des réseaux mondiaux, notamment au travers du Millennium Project dont il assure le nœud de l'Aire de Bruxelles, en relation avec les institutions européennes, les associations et entreprises y localisées.

Objectifs

L'Institut Destrée fonctionne à la fois comme un détecteur du changement et comme un générateur d'idées pour l'action concrète au profit de la démocratie délibérative et de l'intérêt général.

L'Institut Destrée contribue à développer la capacité des citoyennes et citoyens à devenir acteurs de leur avenir, au moyen des priorités suivantes :

- participer à un projet collectif favorisant la justice sociale, promouvant la démocratie, le développement durable et l'essor économique ;
- s'appuyer sur l'acquisition par la population d'une large connaissance, active et ouverte, donnant la priorité aux valeurs immatérielles – particulièrement à la recherche et à l'éducation – et inscrite dans des réseaux européens ou mondiaux de même nature ;
- développer la compréhension critique par les citoyens des enjeux et des finalités de la société, du local au global, ainsi que l'appui à la définition des axes stratégiques pour y répondre

Changements à signaler

L'Institut Destrée contribue à renforcer les compétences des acteurs dans les métiers maîtrisés que sont la critique des sources, l'appui pédagogique, la gouvernance démocratique, la prospective, l'analyse préalable d'impacts et les technologies de l'information. Des cycles de formation ont été organisés à cet effet annuellement, portant notamment sur la prospective ainsi que l'anticipation. Au niveau global, l'Institut a poursuivi ses collaborations avec le Millennium Project mais a également tissé de nouveaux liens avec la World Academy of Art and Science,

pour travailler tant sur les questions de gouvernance que sur celles qui portent sur la paix dans le monde :

« Some “New” Governance Models for Europe and the United States »
<https://cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-6/some-%E2%80%9C9Cnew%E2%80%9D-governance-models-europe-and-united-states>

« Russia in NATO: Thinking the Unthinkable? » <https://cadmusjournal.org/article/volume-4-issue-6/russia-nato-thinking-unthinkable>

« Human Security for All, Establishing the common good by arming wisdom » :
<https://phd2050.org/2024/05/28/arming-wisdom/>

D'autres initiatives ont été prises, notamment en appui au Parlement européen dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, et en partenariat avec le Parlement de Wallonie, notamment un panel citoyen et un hackathon sur l'impact du climat sur la santé et l'implication des jeunes dans la société future.

Enfin, l'Institut Destrée s'est très fort investi dans les questions de compréhension du modèle fédéral et confédéral, non seulement en Belgique mais aussi, en appui de plusieurs centres de recherche sur la gouvernance de l'Irak où un séminaire a été organisé à Erbil en 2022.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut Destrée a poursuivi son appui et sa coopération avec la Fondation Millennia2025 Femmes et Innovation qui a organisé plusieurs séminaires dans le cadre de la conférence internationale « Millennia2025, Un plan d'action pour l'autonomisation des femmes » et y a reconstruit une plateforme internet complète.
<https://www.millennia2025-foundation.org/>

Par ailleurs, l'institut Destrée a poursuivi son suivi des travaux du CEPA sur l'administration publique et l'excellence en matière de gouvernance et d'administration. Le lien se fait également avec l'Open Gouvernement Partnership dont l'Institut Destrée est également membre au titre de la société civile, la Belgique n'en faisant pas partie. Des travaux ont également été menés avec la Chaire UNESCO d'Innovation de Tunis pour lequel l'Institut Destrée a donné un appui en prospective et contribué à mettre en place un exercice Tunisie 2050.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'impact du Covid et ses conséquences sur le déplacement ont ralenti la participation physique aux réunions de l'ONU, hors une série de travaux menés dans le cadre du Comité des Femmes et des initiatives en ligne de la WAAS.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'initiative Digintelles, Intelligences collectives et compétences numériques comme moteurs d'autonomisation un outil stratégique de prospective a été labellisé en mai 2020 et en mai 2021 par

L'ONU Femmes France. C'est une des initiatives fortes de cette période, très mobilisatrice.

<https://www.millennia2025-foundation.org/digintelles.html>

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Avec l'Union wallonne des Entreprises, forte organisation porteuse du label de diffusion des SDGs pour la Wallonie et Bruxelles, l'Institut Destrée a porté

intellectuellement et accompagné, de 2020 à 2022 le projet prospectif Odyssée 2068 qui a mobilisé pas loin de 1 000 acteurs, entreprises et organisations pour contribuer stratégiquement à la mise en œuvre des SDGs en Wallonie (Belgique).

<https://www.odyssee2068.be/vision>

11. Jeunesse Horizon

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Jeunesse Horizon (J.H.) est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) de développement, laïque, apolitique, à but non lucratif, reconnue et exerçant au Cameroun sous le numéro N°72/RDDA/C19/BAPP du 1er avril 1999. C'est une structure de rassemblement des jeunes pour la défense des droits de l'homme, des droits des enfants spécifiquement et pour un développement harmonieux et durable des jeunes de milieux défavorisés.

Objectifs

Entre autres missions, Jeunesse Horizon se donne pour objectif de créer des conditions favorables à l'épanouissement des jeunes et de les soustraire, tout au moins pour un grand nombre, de la misère dans laquelle ils baignent quotidiennement. En effet, conformément à son document de politique générale, Jeunesse Horizon a focalisé ses activités de ces quatre dernières années autour de l'insertion socio-économique des jeunes désœuvrés, la défense et la promotion des droits de l'homme et la protection de l'environnement. Pour atteindre ces objectifs, Jeunesse Horizon compte sur la contribution de ses membres, des bienfaiteurs et aussi du partenariat qu'elle noue avec d'autres organisations.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement significatif.

Contribution à des activités des Nations Unies

2023 : Communication écrite sur le thème : « Accélérer la reprise après la maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale de l'Agenda 2030 pour le développement durable à tous les niveaux » soumise pour contribuer au ECOSOC 2023 High Level Segment, qui s'est tenu à New York du 17 au 20 Juillet 2023.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de cette période, aucun membre au siège de Jeunesse Horizon n'a participé aux réunions aux Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Jeunesse Horizon commémore depuis sa création, les journées instituées par les Nations Unies. C'est le cas de la Journée Internationale des Droits de l'Homme célébrée chaque 10 décembre en collaboration avec la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL) du Cameroun. A ces occasions, Jeunesse Horizon continue de bénéficier du soutien technique du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie (CNUDHD) et du Centre d'Information des Nations Unies (CINU).

2022 : Depuis Octobre 2022, Pour certains établissements scolaires spécifiques dans les villes de Ngaoundéré, Bertoua et Bangangté à savoir : le Collège Mazenot de Ngaoundéré dans la Région de l'Adamaoua, le Collège Bilingue Jean Onguéné Bertoua dans la Région de l'Est et le Lycée Technique de Bangangté dans la Région de l'Ouest, Jeunesse Horizon, en partenariat avec le CINU et le CNUDHD, organise des séances de vulgarisation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), fruit du projet intitulé « un élève – une déclaration ». Ce partenariat s'exprime par le don des documents de la DUDH. Cette activité date depuis 2012.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Objectifs 2 et 3 :

2020-2023 : Toujours dans la continuité de son activité, Jeunesse Horizon continue d'inscrire des enfants dans des écoles. Ces quatre dernières années, avec le soutien de plusieurs membres d'honneurs en l'occurrence M. OKIE Johnson NDOH, M. BEKONO NKOA Georges, et bien d'autres bienfaiteurs, une vingtaine d'enfants issues des familles défavorisées ont été assistés (nourris, vêtus, et inscrits dans des écoles). Dans la même veine, Jeunesse Horizon a soutenu un orphelinat, à Yaoundé grâce aux soutiens financiers et logistiques apportés par la contribution de ses membres.

Objectif 4 :

2023 : Jeunesse Horizon a développé et mis en œuvre un programme éducatif pour garantir l'accès à une éducation de qualité aux filles marginalisées et défavorisées : création d'écoles, formation d'enseignants et fourniture de ressources pédagogiques. L'implémentation de ce programme s'est faite à travers l'organisation des cours de soutien dans les matières scientifiques pour les filles, la fourniture de kits menstruels, afin d'augmenter leurs performances et leur fréquentation scolaire.

Objectifs 6 :

2020-2023 : Jeunesse Horizon continue de promouvoir le soutien des séances d'assainissement (curage des caniveaux) des quartiers Nkolfulu, Etoug-Ebe, Anguissa par les jeunes les samedis. Ces travaux permettent non seulement de protéger les habitants contre les maladies liées à l'environnement mais aussi prolonge la durée de vie des ouvrages d'accès construit dans ces différents quartiers.

2021 : Jeunesse Horizon, avec le soutien d'un mécène a réalisé un forage au quartier Mehandan, dans le département de la Mefou-et-Afamba, Région du Centre, pour permettre aux habitants de se ravitailler en eau potable. /-

12. Juristes pour l'enfance

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

Juristes pour l'enfance est une association française de juristes qui mettent leur expertise au service de la défense des droits des enfants. Une branche « Enfants/jeunes » regroupe des jeunes de moins de 18 ans qui réfléchissent et prennent la parole sur les problématiques et les projets de société qui touchent les enfants.

Objectifs

Juristes pour l'enfance cherche à favoriser la promotion et la pérennité de structures sociales et institutionnelles les plus favorables au développement harmonieux et protecteur des enfants. Elle œuvre. Ses actions sont les suivantes :

- Actions en justice pour le respect des droits et besoins fondamentaux de l'enfant
- Actions auprès de l'opinion public et des décideurs publics : travaux préalables d'étude et de recherche, puis diffusion d'éléments de discernement via des vidéos, colloques, conférences, entretiens, tribunes, émissions de radio et de télévision,
- Actions pour un droit plus juste : contribution à l'élaboration des normes auprès des parlementaires, auditions, interventions devant les instances internationales via des rapports et plaidoyers.

Changements à signaler

En 2020, création de la branche Enfants/Jeunes de l'association

Contribution à des activités des Nations Unies

Juristes pour l'enfance a adressé plusieurs rapports et courriers au Comité des droits de l'Enfant en 2020, 2022, 2023 notamment pour le 6^{ème} examen périodique de la France.

Elle a adressé un rapport au Conseil des droits de l'Homme dans le cadre du 4^{ème} cycle de l'Examen périodique universel en 2022.

Elle a également adressé un rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels en 2023 à l'occasion de la 74^{ème} session.

La branche jeunes « Nous Enfants » a adressé des rapports au Comité des droits de l'enfant en 2020 et 2022 pour le 6^{ème} examen périodique de la France. Elle a participé en février 2023 à la consultation du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme pour la 54^{ème} session.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La branche jeunes « Nous Enfants » a envoyé 5 jeunes à la réunion d'enfants organisée par le Comité des Droits de l'Enfant à Genève les 6 et 7 février 2023 à l'occasion du 6^{ème} examen périodique de la France. Plusieurs enfants sont revenus les 9 et 10 mai 2023 pour la séance des questions au gouvernement afin de rencontrer à nouveau les membres du Comité, et également la secrétaire à l'enfance française.

Juristes pour l'enfance a participé à l'audition des organisations de la société civile par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour la 74^{ème} session à Genève le 3 octobre 2023.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Juristes pour l'enfance s'est entretenue à plusieurs reprises en 2021 et 2023 avec des membres du Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU pour les sensibiliser aux violations des droits de l'enfant en France ainsi qu'à la question de la médicalisation des enfants qui se Trans identifie.

Elle s'est également entretenue avec la rapporteuse spéciale aux droits des femmes en 2023 pour évoquer avec elle l'exploitation des femmes dans le cadre de la gestation pour autrui.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Juristes pour l'enfance a contribué à l'objectif 2 en mettant à disposition des vidéos pour apprendre à parler français. Ces vidéos accessibles en ligne sont gratuites pour que le maximum d'enfants dans le monde y ait accès : <https://www.youtube.com/watch?v=y8trQNgkVPk&t=12s> et <https://lesenfantsparlentfrancais.com/>

Elle a obtenu l'interpellation de la France par le Comité des droits économiques et sociaux en octobre 2023 au sujet de la réduction de la liberté éducative en France par la suppression de la possibilité de l'instruction en famille.

Juristes pour l'enfance a contribué à l'objectif 3 en organisant un colloque pour la prévention des violences sexuelles entre mineurs (<https://www.youtube.com/playlist?list=PLo7TGs7ujfOXUwG5cYKsq7uV3pq7hKTed>) et la publication d'un ouvrage sur le même thème (<https://editionsarteg.fr/product/129419/violences-sexuelles-entre-mineurs/>).

Elle a assuré des formations pour lutter contre l'accès à la pornographie chez les mineurs.

Elle a contribué à l'objectif 5 en luttant contre l'exploitation des femmes via la gestation pour autrui. Ses membres sont signataires de la Déclaration de Casablanca de 2023 : <https://declaration-surrogacy-casablanca.org/index.php/casablanca-declaration-abrogation-gpa/>

13. Kobia

Statut consultatif spécial : 2020

Introduction

INTRODUCTION

I- BREVE PRESENTATION DE KOBIA

I- KOBIA, une association apolitique et à but non lucratif, composée de jeunes de bonne volonté, disposé à réaliser les objectifs de l'association.

II- RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION : n 0635/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA

III- ATTESTATION DE RECONNAISSANCE DE LA QUALITE D'ONG DE DEVELOPPEMENT : n 971/MPDC/2019

IV- Membre de France Volontaire en 2018

V- ONG – CIVICUS en 2019

VI- STATUT CONSULTATIF SPECIAL (ECOSOC)2020

KOBIA ne fait aucune discrimination pour des raisons de sexe, de religion ou de conviction politique, et pour but de promouvoir le bien-être de la population.

1.1 Le Siège

Le siège de l'Association « KOBIA » est fixé à Agoè démakpoè, dans la préfecture d'agoé-nyivé, 08BP8848, Togo. Tel :00228 22508432, Cél : 00228 92 691 191/00228 90 755 120 et peut être transféré en tout autre lieu sur la décision de l'Assemblée Générale.

1.2 Stratégies d'intervention

1.3 Les Zones d'intervention

Nos différentes actions sont menées en :

- milieu défavorisé
- communes
- préfectures
- régions

1.4 Les domaines d'intervention

- Cadre de vie
 - Eau et Assainissement
 - VIH-SIDA et le Paludisme
 - Planification et Aménagement
- Protection de l'environnement
 - Protection et restauration des espaces verts
 - Protection de l'environnement
 - Energie durables
- Ressources naturelles
 - Promotion de la biodiversité
 - Agriculture Durable
- Développement durable
 - Développement Communautaire
 - Développement rural

Objectifs

KOBIA intervient auprès des populations en s'appuyant sur les approches participatives pour la sensibilisation, l'investigation la planification et le suivi. Les communautés étant les décideurs de leurs projets de développement, nos méthodes d'accompagnement se basent sur la conviction, l'aspiration humaine à pouvoir considérer ses propres ressources tout en valorisant l'apport des autres. Elles permettent de développer la confiance en soi et le sens de la responsabilité pour la prise de décision. Ces démarches participatives sont mises en pratique par le biais de formation, rencontres – échanges, sensibilisations, appui conseil, émissions radiophoniques, les outils de communication visuelle et les théâtres action. L'un des outils de communication le plus utilisé pour la mobilisation sociale et le plaidoyer est le théâtre action. L'outil théâtre du fait de son caractère distractif et didactique permet de rassembler un grand nombre de personnes qui sont disposées à écouter jusqu'à la fin des thèmes de sensibilisation théâtralisés. En plus le jeu permet à ces populations de mémoriser rapidement les messages entendus. Le genre quant à lui permet de penser le développement en intégrant toutes les composantes de la société car il est reconnu qu'on ne peut pas développer une société multidimensionnelle sans penser à toutes ses différenciations.

Changements à signaler

Le 30 septembre 2023 s'est tenue l'assemblée générale ordinaire de KOBIA à Agoé Démakpoé (préfecture d'agoé nyivé). Les discussions sont portées sur divers points notamment sur :

La zone d'intervention, le domaine d'intervention, la présentation des nouveaux membres et un discours de rapport global sur nos activités antérieures.

Contribution à des activités des Nations Unies

KOBIA a toujours contribué à l'organisation des activités de l'ONU, la diffusion sur nos réseaux de communication et media concernant les réunions ou les conférences de l'ONU, partage des informations concernant les réunions ou conférences de l'ONU avec nos délégués, nos représentants, et nos membres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Conference of Ministers, organised by the UN Economic Commission for Africa (ECA)

The 62nd session of the Commission for Social Development (CSocD62)

International Youth Conference 9

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nos partenaires techniques sont :

STATUT CONSULTATIF SPECIAL (ECOSOC) 2020

UNOG NGO Liaison Unit (ONU)

DESA NGO Branch (ONU)

FRANCE – VOLONTAIRE

ONG – CIVICUS (sud Africa)

ONU – DPI (ONU)

ONG – BEDS (inde)

ONG - MOD (Togo)

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Projet d'amélioration de l'accessibilité en eau potable du village de Karé

Contribuer à l'accès à l'eau potable à cette population rurale.

- Une hydraulique villageoise opérationnelle est réalisée,
- 100 % de la population de Karé et ces environs à accès à l'eau propre,
- les risques sanitaires d'origines hydriques sont réduits de 70 %,
- l'eau est disponible en quantité suffisante et en qualité dans Karé et ces environs. Ce présent projet vise à alimenter la population de Karé et ces environs aussi longtemps que possible en eau jusqu'à une génération indéterminée d'où une suivie régulière par la Chefferie et le CVD après la réalisation du projet

14. La Manif Pour Tous

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

La Manif Pour Tous est une association qui défend les droits de l'enfant tels que définis par la Convention Internationale des Droits de l'enfant et les droits humains tels que définis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. L'association agit pour le respect du mariage, de la filiation, de l'adoption, de la famille et de la complémentarité des sexes.

Objectifs

La Manif Pour Tous communique en ligne et sur les réseaux sociaux, rencontre des journalistes, élus et responsables institutionnels. Elle organise des campagnes d'affichages, conférences et autres événements publics. Elle se veut l'expression de la société civile et prend part au débat public sur les sujets qui l'intéressent.

Changements à signaler

Aucun.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucun.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de La Manif Pour Tous ont assisté à la 45^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme en septembre 2020 au Palais des Nations Unies à Genève, et y ont fait une déclaration orale sur le Point 4 de l'agenda sur les situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du conseil.

En Février 2021, La Manif Pour Tous dépose une déclaration écrite sur le thème « Technologies numériques nouvelles et émergentes et droits de l'Homme » pour la 25^{ème} session du Comité Consultatif du Conseil des Droits de l'Homme. Session durant laquelle les représentants ont également fait une déclaration orale sur le même thème.

La Manif Pour Tous a également déposé une intervention écrite à la 59^{ème} session de la Commission du Développement Social en mars 2021.

Les représentants ont envoyé une déclaration écrite à la 66^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (CSW), sous l'égide de l'agence ONU Femmes, sur les changements climatiques et la réduction des catastrophes en mars 2022.

En avril 2022, La Manif Pour Tous a déposé une déclaration écrite pour la 59^{ème} session de la Commission de la Population et du Développement sur le thème « Population et développement durable – en particulier la croissance économique durable et inclusive ».

Pour le 50^{ème} Conseil des Droits de l'Homme en juin 2022, la présidente de La Manif Pour Tous a fait une déclaration orale lors du dialogue interactif avec la Rapporteuse spéciale sur la violence à l'égard des femmes.

En mars 2023, La Manif Pour Tous a déposé une contribution écrite pour la 67^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (CSW), sous l'égide de l'agence ONU Femmes, sur « L'innovation et le changement technologique et

l'éducation à l'ère numérique pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles. »

La Manif Pour Tous a également déposé une déclaration écrite à la 56^{ème} session de la Commission de la population et du développement sur le thème « Population, éducation et développement durable » en avril 2023.

En juin 2023, les représentants de La Manif Pour Tous ont assisté à la 53^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme et ont fait une déclaration orale lors de la consultation informelle sur le projet de résolution sur la violence contre les femmes et les filles.

En septembre 2023, c'est à la 54^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme que les représentants ont assisté. Ils y ont fait une déclaration orale lors de la discussion informelle de préparation au 30^{ème} anniversaire de l'année de la famille.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En juin 2020, La Manif Pour Tous a produit un rapport sur la gestation pour autrui en Ukraine, document préparatoire à une visite officielle du Rapporteur Spécial sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants.

La Manif Pour Tous a envoyé son rapport pour répondre à l'appel à contribution du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants sur le thème « Aborder les vulnérabilités des enfants à la vente et à l'exploitation sexuelle dans le cadre des Objectifs de Développement Durable » en mars 2022.

En juillet 2022, les représentants de La Manif Pour Tous envoient une réponse à la consultation publique lancée lors du Forum Politique de Haut Niveau sous l'égide de la commission ECOSOC sur le thème « Reconstruire en mieux après la COVID-19 tout en faisant progresser la pleine mise en œuvre du Programme de développement durable 2030 ».

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Aucun.

15. Le Conseil des Jeunes Congolais de l'Étranger (CJCE)

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

D'importants changements sont intervenus au sein du Conseil des Jeunes Congolais de l'Étranger (CJCE), qui concentre désormais une grande partie de ses efforts en République Démocratique du Congo. Le CJCE développe des programmes éducatifs de sensibilisation et de formation pour doter les jeunes congolais, qu'ils soient en RDC ou à l'étranger, des compétences nécessaires pour réussir dans un environnement économique global. Il encourage également l'entrepreneuriat et la création de petites et moyennes entreprises (PME), contribuant ainsi à réduire le chômage et à améliorer les conditions de vie. Parallèlement, le CJCE œuvre pour la cohésion sociale en favorisant le dialogue entre les jeunes de la diaspora et ceux vivant en RDC, tout en soutenant des initiatives locales ayant un impact direct sur le bien-être des populations. Enfin, en participant activement à des forums internationaux sur la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, le

CJCE renforce le rôle des jeunes dans la promotion d'une société plus juste et équitable.

Objectifs

Le CJCE mène des activités de manière dynamique en République Démocratique du Congo, contribuant activement à l'autonomisation des jeunes et au développement communautaire. En diversifiant ses actions, le CJCE s'investit dans des programmes variés, allant de la sensibilisation à l'éducation civique à la promotion de l'entrepreneuriat et des initiatives écologiques. Grâce à ces efforts, l'organisation s'efforce de renforcer la participation des jeunes dans les processus décisionnels et de les impliquer dans des projets de développement durable qui bénéficient à l'ensemble de la société congolaise.

Changements à signaler

D'importants changements sont intervenus au sein du Conseil des Jeunes Congolais de l'Étranger (CJCE), qui concentre désormais une grande partie de ses efforts en République Démocratique du Congo. Le CJCE développe des programmes éducatifs de sensibilisation et de formation pour doter les jeunes congolais, qu'ils soient en RDC ou à l'étranger, des compétences nécessaires pour réussir dans un environnement économique global. Il encourage également l'entrepreneuriat et la création de petites et moyennes entreprises (PME), contribuant ainsi à réduire le chômage et à améliorer les conditions de vie. Parallèlement, le CJCE œuvre pour la cohésion sociale en favorisant le dialogue entre les jeunes de la diaspora et ceux vivant en RDC, tout en soutenant des initiatives locales ayant un impact direct sur le bien-être des populations.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Conseil de la Jeunesse de la Communauté Européenne (CJCE) contribue activement aux initiatives de l'ONU en participant à diverses sessions et travaux visant à soutenir les Objectifs de Développement Durable (ODD). Par ses activités de sensibilisation et d'éducation, il lutte contre la pauvreté et la faim tout en promouvant l'égalité des sexes. Le CJCE joue un rôle essentiel dans l'engagement des jeunes pour l'atteinte des ODD.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Notre participation aux discussions politiques s'illustre à travers un engagement actif dans les sessions et travaux consultatifs, où nous plaidons pour des réformes visant à améliorer la justice sociale, les droits humains, et le développement durable. Grâce à notre statut consultatif, nous apportons des recommandations concrètes sur les enjeux mondiaux. Par ailleurs, nous menons des campagnes de sensibilisation et des actions éducatives pour promouvoir les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous avons déjà obtenu un retour positif de la part des ONU lors de réunions bilatérales, où nous avons reçu des conseils et orientations précieux pour la mise en œuvre de nos projets de développement durable. Cependant, nous sollicitons un soutien accru sur deux volets essentiels : le partenariat financier et la mise en œuvre des programmes sur le terrain.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Le Conseil des Jeunes Congolais de l'Étranger (CJCE) s'engage activement dans la promotion des Objectifs de Développement Durable (ODD) à travers plusieurs initiatives concrètes. Dans le domaine de l'éducation, le CJCE a mis en place une bibliothèque contenant plus de 3 500 livres pour encourager la formation et l'accès à la connaissance parmi les jeunes Congolais. Parallèlement, dans le cadre de la lutte contre la faim et pour promouvoir l'agriculture durable, une exploitation agricole de 5 hectares a été développée. Cette initiative contribue à la sécurité alimentaire locale et sensibilise les jeunes à l'importance de l'agriculture. En outre, le CJCE utilise une radio communautaire pour organiser des conférences et diffuser des informations sur les ODD, sensibilisant ainsi la population aux enjeux du développement durable.
